

M. MacEachen: Madame le Président, je tiens à préciser au député que le gouverneur de la Banque du Canada a reçu et continuera à recevoir des propositions des premiers ministres des provinces de l'Ouest et d'autres groupes intéressés.

Pour cette raison, je ne crois pas qu'il soit indiqué de revoir les arrangements constitutionnels et de mettre en place une nouvelle structure officielle qui n'est pas nécessaire étant donné que tous les groupes ont librement accès au gouverneur de la Banque et au gouvernement.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'EMBARGO SUR LES EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES À L'UNION SOVIÉTIQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

L'hon. Ray Hnatyshyn (Saskatoon-Ouest): Madame le Président, j'ai une question à poser au premier ministre. Selon les nouvelles, le ministre de l'Agriculture aurait déclaré en fin de semaine qu'il est en faveur d'un embargo total sur les exportations de produits agricoles canadiens à l'Union soviétique.

Le premier ministre peut-il dire à la Chambre si le ministre de l'Agriculture énonçait une politique gouvernementale, étant donné que le seul embargo sur les ventes de grains à la Russie coûterait au Canada plus de 400 millions de dollars par an?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le ministre de l'Agriculture n'a pas eu l'occasion de me faire cette suggestion. Il en a peut-être discuté avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ou d'autres ministres. Je vais vérifier.

M. Hnatyshyn: Madame le Président, la déclaration du ministre de l'Agriculture a fortement secoué les agriculteurs qui s'inquiètent de cette nouvelle orientation et du fait que le porte-parole des agriculteurs canadiens et de ceux de l'Ouest en particulier, propose maintenant de restreindre nos exportations à l'Union soviétique.

Madame le Président, comme le premier ministre lui a au moins permis de répondre à une question à ce sujet, j'aimerais interroger le secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme le ministre a déclaré, au sujet du boycottage des Jeux olympiques, que nous maintiendrons nos ventes de céréales et de produits agricoles à l'Union soviétique au niveau habituel, je voudrais savoir s'il appuie cette initiative et s'il en a discuté avec le ministre de l'Agriculture?

Si le gouvernement envisage d'étendre l'embargo à d'autres produits, le ministre est-il disposé à en parler à la Chambre et à nous dire s'il prévoit d'autres mesures en ce qui concerne la situation en Afghanistan?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, le ministre de l'Agriculture et moi-même discutons constamment de ces problèmes et de bien d'autres. J'ai également discuté de la question de

Questions orales

l'embargo avec le secrétaire d'État américain, ou du moins avec celui qui occupait cette fonction la semaine dernière.

M. Hnatyshyn: Et voyez ce qui lui est arrivé.

M. MacGuigan: Nous n'avons pour l'instant rien d'autre à annoncer. Nous allons certainement tenir la Chambre au courant de la situation. Je dois dire que nous avons adopté toute une série de sanctions contre l'Union soviétique pour protester contre son invasion de l'Afghanistan.

* * *

PARCS CANADA

LE PROJET DE DÉMÉNAGEMENT DU BUREAU RÉGIONAL DE CORNWALL À PETERBOROUGH

M. Bill Domm (Peterborough): Madame le Président, au début de la séance, un député a posé une question au sujet de l'abandon du projet de construction d'une usine de l'Eldorado Nucléaire dans le township de Hope.

Ma question, qui y fait suite, s'adresse au ministre de l'Environnement et concerne le déménagement de Cornwall à Peterborough, d'un autre bureau régional de Parcs Canada. Le ministre voudrait-il nous dire s'il a changé d'avis au sujet de ce déménagement de Cornwall à Peterborough, qui est actuellement à l'étude, ou s'il a décidé de l'autoriser?

● (1430)

L'hon. John Roberts (ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et ministre de l'Environnement): Madame le Président, le député a eu raison de dire que la question est à l'étude. J'ai présenté des recommandations à mes collègues à ce sujet, et j'espère pouvoir annoncer très bientôt, peut-être au cours des deux prochaines semaines, une décision définitive.

M. Domm: Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de l'Environnement sur le même sujet. Au cours des dernières élections, on a dit au personnel du bureau de Cornwall qu'il serait informé sous sept ou 14 jours, dans le cas où le gouvernement déciderait de contremander le déménagement. Ces 14 jours sont passés depuis longtemps. Le ministre pourrait-il nous dire pourquoi il exige tous les 14 jours un nouveau délai de 14 jours pour étudier la question?

M. Roberts: Madame le Président, les attendus de la question sont inexacts. Quand j'ai rencontré le personnel de Cornwall, j'ai dit que j'espérais me former une opinion très bientôt, dans les deux semaines, et que je présenterais alors des recommandations à mes collègues du Cabinet. Effectivement, j'ai pris une décision sur ce que j'entends proposer et j'en discuterai avec mes collègues du Cabinet. J'avais alors dit que ces discussions pourraient imposer un nouveau délai avant l'annonce d'une décision.